



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient

En Cisjordanie, les colons vont toujours plus loin dans la violence

Plusieurs personnes ont été tuées ces derniers jours, tandis qu'une Palestinienne enceinte a perdu son bébé, faute de pouvoir passer un checkpoint et d'être hospitalisée. La France rappelle à l'armée israélienne sa « responsabilité de protéger les populations civiles ».

Nejma Brahimi

28 juillet 2026 à 18h36

En Cisjordanie comme à Gaza, la guerre n'est pas finie. Les Palestiniennes et Palestiniens continuent d'être tués et d'enterrer leurs morts (lorsqu'on ne leur ôte pas ce droit), les violences se poursuivent et s'aggravent, la colonisation par Israël est toujours à l'œuvre.

Au cours des derniers jours, quatre Palestiniens et deux Israéliens ont perdu la vie dans le village de Tell, en Cisjordanie, dans des attaques menées par des colons israéliens armés. Une femme enceinte a également perdu son bébé lundi 27 juillet, alors qu'elle se trouvait dans une ambulance bloquée à un checkpoint israélien, l'empêchant d'être hospitalisée, comme le rapporte Le Monde.

Dans la nuit du 25 au 26 juillet, deux mosquées ont par ailleurs été incendiées dans le nord de la Cisjordanie. À Qusra, le maire a indiqué que le feu avait détruit l'entrée de l'édifice religieux et « même endommagé la maçonnerie », rapporte l'Agence France-Presse (AFP). Une inscription avec le mot « vengeance » a aussi été constatée sur un des murs de la mosquée.



Un jeune Palestinien devant une mosquée incendiée par des colons israéliens dans le village de Qusra, au sud de Naplouse, en Cisjordanie occupée par Israël, le 26 juillet 2026. © Photo John Wessels / AFP

Contactée par *Mediapart*, la mairie de Qusra n'a pas répondu. L'armée israélienne aurait affirmé avoir dépêché des soldats sur place et cherché des suspects, qui se seraient enfuis avant leur arrivée, toujours selon l'AFP. Dans le village de Kour, près de la ville de Tulkarem, une autre mosquée a été incendiée et visée par des tags racistes.

« La montée de la violence des colons risque d'entraîner des atrocités de masse », a alerté l'ONG Human Rights Watch dans un communiqué publié le 27 juillet, appelant à une « action internationale urgente » pour la faire cesser. Dès le 24 juillet, l'armée israélienne a annoncé se préparer à lancer une « vaste opération antiterroriste » et à « arrêter tous les terroristes impliqués dans l'attaque » de Tell.

La France, par la voix du ministère des affaires étrangères, a exprimé – une fois de plus – sa « vive préoccupation face aux violences » survenues en Cisjordanie ces derniers jours, appelant « l'ensemble des parties au calme et à la retenue ». Elle pointe aussi l'avancée de la colonisation et les violences des colons qui se multiplient, et rappelle la « responsabilité de l'armée israélienne de protéger les populations civiles ».

Sauf que les mots, face à la toute-puissance et à l'impunité d'un État qui bafoue régulièrement le droit international, ne suffisent pas. « Le gouvernement israélien n'a pas empêché les attaques menées par des

colons » à Tell, a souligné Sarah Sanbar, chercheuse à Human Rights Watch, dans le communiqué cité plus haut. « *Il doit donc désormais mettre un terme aux représailles des colons et à l'escalade des opérations militaires qui ne feront qu'aggraver une situation déjà critique.* » Elle qualifie la Cisjordanie de « *poudrière prête à exploser* », après des années marquées « *par une violation généralisée de la loi et l'impunité* », et appelle à une « *action décisive* » urgente.

La responsabilité du gouvernement

Mais, pour une fois, les attaques menées contre le village de Tell semblent susciter un brin de débat en Israël, selon le quotidien israélien *Haaretz*, qui souligne que la responsabilité d'Israël est enfin interrogée.

« *Généralement, il est plus facile pour les Israéliens de rejeter la faute sur l'ensemble des Palestiniens, peut-on lire. Lorsque des colons ont envahi le village palestinien, provoquant des affrontements au cours desquels quatre Palestiniens et deux Israéliens ont été tués, l'incident ne pouvait tout simplement pas être intégré au récit rassurant d'Israël sur des terroristes palestiniens meurtriers tuant des Juifs.* »

Difficile, pour certains observateurs, de ne pas voir qui a « *fait irruption* » dans le village et qui a frappé « *un Palestinien désarmé au visage avec la crosse d'un fusil* ». Difficile, aussi, de qualifier de « *terroristes* » – comme c'est habituellement et facilement le cas – des personnes non armées, attaquées par des tiers tandis qu'elles n'ont planifié aucun acte de violence, le tout à proximité de leur village.

Ce changement de regard (toutes proportionnées gardées) serait surtout lié à la mort de deux Israéliens dans cette attaque, poursuit *Haaretz*. « *Depuis de longs mois, des colons extrémistes s'emploient systématiquement à provoquer des tensions [...]. Au lieu de les arrêter, ce gouvernement leur donne le vent en poupe et les encourage* », a dénoncé Yair Golan, président du parti Les Démocrates en Israël.

Human Rights Watch a reconstitué la scène des affrontements liés aux attaques de colons grâce à deux témoignages et à l'analyse de six vidéos. L'organisation explique que des soldats israéliens présents sur les lieux n'ont pas réagi, jusqu'à ce qu'un des Palestiniens

attaqués parvienne à désarmer un colon et cherche à se défendre.

« *Les colons semblent avoir déclenché l'altercation physique en donnant un coup de pied à un Palestinien, avant qu'une bagarre n'éclate et qu'un soldat ne tire en l'air. Lorsque deux Palestiniens tentent de s'emparer des armes des colons, des coups de feu retentissent et un Palestinien s'effondre au sol. On aperçoit un colon brandissant une arme. Une deuxième vidéo montre le deuxième Palestinien en train de prendre une arme à feu à un colon et de le pousser à terre ; le colon sort un pistolet et le Palestinien semble tirer sur lui* », lit-on dans son déroulé.

Des crocodiles autour des prisons

Joint par *Mediapart*, Ahmed Benchemsi, porte-parole de Human Rights Watch pour le Moyen-Orient, rappelle les chiffres qui résument à eux seuls l'aggravation de la situation en Cisjordanie au cours des dernières années : une moyenne de six attaques par jour en 2026, soit le taux le plus élevé jamais observé ; treize Palestiniens tués par des colons israéliens, dont un enfant ; mais aussi nombre d'agressions, de violences sexuelles, d'actes de torture, de détentions arbitraires, d'incendies criminels, et la destruction de biens et de services.

« *Les attaques de colons n'ont pas pour seule conséquence de tuer, elles recouvrent aussi tout cela. Depuis janvier 2023, 107 communautés palestiniennes ont été totalement ou partiellement déplacées par la violence des colons* », soit 5 900 Palestinien-nes.

« **Le gouvernement israélien et les colons poursuivent le même objectif : contrôler un maximum de terres en Cisjordanie avec un minimum de Palestiniens.** »

Ahmed Benchemsi, porte-parole de Human Rights Watch pour le Moyen-Orient

Les attaques peuvent aussi bien concerner les domiciles que les écoles ou les biens et moyens de subsistance tels que le bétail, qui peut être volé, et les champs et les cultures, qui peuvent être incendiés. « *Cela précarise les Palestiniens, qui sont cernés de toutes parts. On les pousse au départ.* » Pendant ce temps, « *l'armée aide ces colons, de manière agissante* ». « *L'armée protège les colons, est*

parfois présente sur les lieux mais n'intervient pas pour empêcher les violences. »

Au niveau national, poursuit le porte-parole, Israël « *soutient activement les colons, sur les plans financier, matériel et juridique* ». En mars 2026, le gouvernement a approuvé 16 millions de dollars pour des avant-postes de colonies, permettant de financer « *des véhicules tout-terrain, des jumelles de vision nocturne ou des drones utilisés par les colons* ».

Enfin, seulement 3 % des affaires liées à des violences de colons ont abouti à des condamnations depuis le 7- Octobre. L'image est claire et « *absolument effarante* », conclut Ahmed Benchemsi. « *Le gouvernement israélien et les colons poursuivent le même objectif : contrôler un maximum de terres en Cisjordanie avec un minimum de Palestiniens.* »

Dans le même temps, le gouvernement israélien poursuit sa politique de déshumanisation des Palestiniens·nes. Dernière ignominie en date : le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, s'est réjoui à l'idée d'utiliser des crocodiles autour des prisons afin d'empêcher les détenus palestiniens de s'évader.

Il a suffi que le ministère de la protection de l'environnement classe les crocodiles du Nil parmi « *la faune élevée en captivité* », permettant ainsi leur utilisation à des fins de surveillance pénitentiaire. « *Terroriste maudit, tu penses à tenter de t'évader ? Réfléchis-y à nouveau* », a écrit le ministre d'extrême droite dans une publication Facebook le 16 juillet.

Une initiative qui n'est pas sans rappeler les ignominies d'un autre dirigeant en perdition, le président états-unien Donald Trump, qui voulait enfermer des personnes étrangères dans un centre de rétention baptisé « Alligator Alcatraz », où des reptiles seraient chargés de les empêcher de s'évader.

« *Les mots me manquent*, se désole Ahmed Benchemsi. *Cela ressemble à une mauvaise blague ou à un film. C'est surréaliste, mais c'est malheureusement la réalité d'Israël aujourd'hui. C'est évidemment affreux, inacceptable, contraire à toutes les règles de traitement des prisonniers.* »

Nejma Brahim